

AFPI

Association

12 Rue du Professeur Joseph Rousselot

14000 CAEN

RCS Caen 780 714 051

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



SARL REFLEX AUDIT – 82 Avenue de Thiès – Péricentre V – Bat B 14000 CAEN

SIRET 788 916 260 00029 - FR08788916260

Tél : 0231957934 – contact@reflexexpertise.fr

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AFPI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 12 avril 2024 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association AFPI à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Créances clients et chiffre d'affaires

Nous avons considéré que les créances clients constituaient un point clé de notre audit. Nous avons contrôlé les procédures de facturation afin de valider l'intégralité du chiffre d'affaires.

IV - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés hormis les éléments portés sur le rapport sur les vérifications spécifiques.

~~V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels~~

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration du 23 mars 2023.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère

raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CAEN, le 15 avril 2024

REFLEX'AUDIT

Commissaire aux comptes

Jérôme RENARD

Signé électroniquement le 17/04/2024 par
Jerome Renard

The logo for REFLEX AUDIT, featuring a stylized 'RE' in red and orange, followed by the words 'REFLEX' and 'AUDIT' in a grey sans-serif font.

Bilan Actif

AFPI Grand Ouest Normandie

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 12/04/24
Devise d'édition €

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				97 308
Frais de développement				556
Concession, brevets et droits similaires	109 075	109 075		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	109 075	109 075		97 863
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	13 095	13 095		3 763
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	1 015 656	999 161	16 495	42 592
Autres immobilisations corporelles	470 701	458 234	12 467	19 480
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	1 499 451	1 470 489	28 962	65 835
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	1 754 703		1 754 703	1 754 703
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	11 999		11 999	20 855
TOTAL immobilisations financières :	1 766 703		1 766 703	1 775 558
ACTIF IMMOBILISÉ	3 375 229	1 579 565	1 795 665	1 939 257

STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :				
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	1 317 653	34 165	1 283 488	1 576 637
Autres créances	110 265		110 265	257 645
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	1 427 918	34 165	1 393 753	1 834 283
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	982 638		982 638	1 308 823
Charges constatées d'avance	43 589		43 589	48 858
TOTAL disponibilités et divers :	1 026 227		1 026 227	1 357 681
ACTIF CIRCULANT	2 454 145	34 165	2 419 980	3 191 964

REFLEX AUDIT
Péricentre 5 - 82 avenue de Thiers - 14000 CAEN
Tél : 02 31 95 79 34
TVA intracomunautaire : FR08788916260
APE : 6920 Z - SIRET : 788 916 260 00029

Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				

TOTAL GÉNÉRAL	5 829 374	1 613 729	4 215 645	5 131 221
----------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

Bilan Passif

AFPI Grand Ouest Normandie

Période du	01/01/23	au 31/12/23
Edition du	12/04/24	
Devise d'édition	€	

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	-	-
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	242 750	242 750
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles	1 620 877	1 620 877
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	626 324	622 665
Résultat de l'exercice	60 776	3 659
TOTAL situation nette :	2 550 728	2 489 952
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	2 550 728	2 489 952

Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		

Provisions pour risques		8 900
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		8 900

<p> DETTES FINANCIÈRES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers </p>		<p> 14 800 </p>
<p>TOTAL dettes financières :</p>		<p>14 800</p>
<p>AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS</p>		
<p>DETTES DIVERSES</p>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 102 070	2 044 502
Dettes fiscales et sociales	532 189	563 063
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 840
Autres dettes	17 697	4 952
<p>TOTAL dettes diverses :</p>	<p>1 651 956</p>	<p>2 614 357</p>
<p>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</p>	12 961	3 212
<p>DETTES</p>		<p>2 632 369</p>

Ecart de conversion passif		
----------------------------	--	--

TOTAL GÉNÉRAL	4 215 645	5 131 221
---------------	-----------	-----------

Compte de Résultat (Première Partie)

AFPI Grand Ouest Normandie

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 12/04/24
Devise d'édition €

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	1 991		1 991	4 599
Production vendue de services	3 786 383		3 786 383	4 178 330
Chiffres d'affaires nets	3 788 374		3 788 374	4 182 929
Production stockée				88 858
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			52 340	54 422
Autres produits			17	25
PRODUITS D'EXPLOITATION			3 840 731	4 326 233
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			932	1 137
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			82 152	95 020
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			2 010 568	2 458 567
TOTAL charges externes			2 093 653	2 554 724
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS				
			27 237	29 738
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			1 227 298	1 247 963
Charges sociales			537 346	554 855
TOTAL charges de personnel :			1 764 644	1 802 818
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			76 528	93 141
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			3 242	
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			79 770	93 141
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION				
			9	31
CHARGES D'EXPLOITATION			3 965 313	4 480 452
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(124 583)	(154 219)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

AFPI Grand Ouest Normandie

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 12/04/24
Devise d'édition €

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(124 583)	(154 219)
Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	9 068	2 650
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	9 068	2 650
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	9 068	2 650
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(115 514)	(151 568)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	309 270	264 997
Produits exceptionnels sur opérations en capital		15 050
Reprises sur provisions et transferts de charges		
	309 270	280 047
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 843	26 474
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	25 800	57 391
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	63 850	8 900
	95 493	92 765
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	213 777	187 282
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	37 487	32 054
TOTAL DES PRODUITS	4 159 069	4 608 931
TOTAL DES CHARGES	4 098 293	4 605 271
BÉNÉFICE OU PERTE	60 776	3 659

REFLEX AUDIT
Périmètre : 5-62 avenue de Thiers - 14000 CAEN
TVA Intracommunautaire : FR 16 05 79 34
SIRET : 788 916 260 00029

AFPI GRAND OUEST NORMANDIE
12, rue Professeur Joseph Rousselot
14000 CAEN
Siret : 780.714.051.00031

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est 4 215 645 €uros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 4 159 069 €uros et dégageant un bénéfice net de 60 776 €uros.

L'exercice a une durée de 12 mois du 01/01/2023 au 31/12/2023.

En vertu de la dissolution de l'ITII Basse-Normandie du 02/01/2018 et de la décision de l'Assemblée Générale de l'AFPI-ITIBANOR du 27/06/2018 de conserver la gestion administrative et comptable de l'ITII Normandie telle que définie à la convention de partenariat du 6 avril 1995 et de ses avenants successifs avec l'ITII Basse-Normandie, les comptes AFPI GRAND OUEST NORMANDIE comprennent ceux de l'ITII Normandie.

A – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Elimination des frais de développement du marché HEFAIS amortissables initialement sur 3 ans, à compter du 28 novembre 2022 générant une charge exceptionnelle sur l'exercice de 63 850 €uros.

Audit de renouvellement du 9 au 11 octobre 2023 de la certification QUALIOPI valide jusqu'au 09 février 2024.

Travaux d'aménagement de remise en conformité électrique sur le site de BRETTEVILLE SUR ODON pour un montant de 7 943 €uros.

B – REGLES ET METHODES COMPTABLES

➤ Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Aucune dérogation significative aux principes, règles et méthodes comptables ne mérite d'être signalée.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

La durée d'amortissement est la durée d'usage (Dérogation en faveur des PME - décret comptable article 8 modifié par le décret 2005-1757 du 30 décembre 2005 ; PCG Art 322-4-5 al 2 introduit par le règlement 05-09 du CRC du 3 novembre 2005 arrêté du 26 décembre 2005-JO)

Immobilisations financières :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres, en tenant compte des plus ou moins-values latentes éventuelles des éléments incorporels et corporels, et des perspectives de résultats de la société.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction du risque de non recouvrabilité.

C – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

Immobilisations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de leur durée de vie, soit :

· Logiciels.....	3 ans
· Matériels pédagogiques	1 à 5 ans
· Agencements, installations.....	5 à 10 ans
· Matériels de transport.....	4 ans
· Matériels informatiques	3 à 5 ans
· Mobiliers.....	10 ans

Immobilisations non décomposables :

La durée d'amortissement est la durée d'usage (Dérogation en faveur des PME - décret comptable article 8 modifié par le décret 2005-1757 du 30 décembre 2005 ; PCG Art 322-4-5 al 2 introduit par le règlement 05-09 du CRC du 3 novembre 2005 arrêté du 26 décembre 2005-JO)

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	209 450		
Terrains	13 095		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	1 015 656		
Installations générales agencements aménagements divers	155 812		4 300
Matériel de transport	11 000		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	298 248		1 341
Avances et acomptes	0		
TOTAL	1 493 810	0	5 641
Autres participations	1 754 703		
Autres titres immobilisés			
Prêts, autres immobilisations financières	20 855		2 044
TOTAL	1 775 558	0	2 044
TOTAL GENERAL	3 269 368	0	7 686

REFLEX AUDIT
Péricentre 5 - 82 avenue de Thiès - 14000 CAEN
Tél : 02 31 95 79 34
TVA intracommunautaire : FR08788916260
APE : 6920 Z - SIRET : 788 916 260 00029

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin
	Poste à Poste	Cessions		
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL		100 375	109 075	
Terrains			13 095	
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			1 015 656	
Installations générales agencements aménagements divers			160 112	
Matériel de transport			11 000	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			299 589	
Avances et acomptes			0	
TOTAL	0	0	1 499 451	
Autres participations			1 754 703	
Autres titres immobilisés				
Prêts, autres immobilisations financières		10 900	11 999	
TOTAL	0	10 900	1 766 703	
TOTAL GENERAL	0	111 275	3 375 229	

Amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	111 587	97 863	100 375	109 075
Terrains	9 331	3 763		13 095
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	973 064	26 097		999 161
Installations générales agencements aménagements divers	150 635	3 211		153 846
Matériel de transport	11 000			11 000
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	283 944	9 444		293 388
TOTAL	1 427 975	42 515	0	1 470 489
TOTAL GENERAL	1 539 562	140 378	100 375	1 579 565

Etat des provisions

Provisions pour risques & charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Provision IDR	0			0
Aut. Provisions pour risques & charges	8 900		8 900	0
TOTAL	8 900	0	8 900	0
Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
sur comptes clients	30 923	3 242		34 165
TOTAL	30 923	3 242	0	34 165
TOTAL GENERAL	39 823	3 242	8 900	34 165

La provision pour risques et charges constatée en 2022 concernant un risque locatif a été utilisée en cours d'exercice.

Créances

La totalité des créances est à échéance moins d'un an à l'exception de 11 999 € de dépôts et cautionnements et de 40 744 € de créances douteuses.

Disponibilités

Les placements et comptes courants au 31 décembre 2023 sont de 982 579 € se répartissant comme suit :

- Comptes courants bancaires	:	191 889 €
- Comptes sur livrets	:	790 690 €
- OPCVM monétaires	:	0 €

Les VMP ont été valorisées à leur valeur nominale en fonction de la règle Premier entré Premier sorti.

Tableau des variations des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Primes de fusion	242 750				242 750
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 620 877				1 620 877
Réserves :					
Réserves d'investissement					
Autres réserves					
Report à nouveau	622 665	3 659			626 324
RESULTAT DE L'EXERCICE	3 659	-3 659	60 776		60 776
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Ecart de réévaluation					
Subventions d'investissement	0				0
Provisions réglementées					
TOTAL I	2 489 952	0	60 776		2 550 728

Dettes

La totalité des dettes est à échéance à moins d'un an.

En raison de la condition suspensive de la convention de remboursement de l'UIMM Calvados, les intérêts n'ont pas été payés, le report à nouveau négatif n'ayant pas été reconstitué au 31/12/2023 Ce report à nouveau négatif a été viré sur l'exercice 2017 au compte « réserve statutaire » pour la somme de 1 027 878 €uros conformément à la troisième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2017.

Effectif moyen au 31/12/2023

CADRES	20
TECHNICIENS	12
EMPLOYES	2
	34

D – INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

L'exercice 2023 se solde par un bénéfice net de 60 776 €uros.

Dans les charges financières de l'exercice :

- ne figure pas la quote-part de résultat 2023 revenant à l'AFPI GRAND OUEST NORMANDIE d'un montant de 64 076 €uros provenant de l'affectation du résultat de la SCI ITIBANOR ; l'Assemblée Générale Ordinaire de la SCI ayant décidé d'affecter le bénéfice en report à nouveau. La quote-part AFPI GRAND OUEST NORMANDIE des résultats non distribués est de 994 808 €uros.

Droit aux réserves au 31/12/2023		1 989 617
Taux de participation		0.50
Droit AFPI GON à récupérer		994 808

Le montant des honoraires du Cabinet REFLEX AUDIT relatifs à leur mission de Commissariat aux Comptes pour l'année 2023, figure au compte de résultat pour la somme de 7 500 €uros.

F – ENGAGEMENTS

**REFLEX
AUDIT**
Péricentre 5 - 82 avenue de Thiès - 14000 CAEN
Tél : 02 31 95 79 34
TVA intracom-munautaire : FR08788916260
APE : 6920 Z - SIRET : 788 916 260 00029

- CAUTIONNEMENTS Néant
- CREDIT-BAIL MOBILIER Néant
- INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La gestion des IFC est externalisée depuis 2019. Le montant de la dette actuarielle au 31/12/2023 s'élève à 154 830 €uros en application de la Convention collective des industries métallurgiques mécaniques et connexes du département du Calvados pour les non cadres. En raison du montant du fonds collectif au 31/12/2023 de 220 021 €uros, aucun versement n'a été effectué sur l'année.

Description de la méthode de calcul :

- Taux d'actualisation : taux de rendement financier net de 3.50%
- Taux d'évolution des rémunérations : 2%
- Table de rotation du personnel : moyenne nationale
- Table de mortalité : statistique INSEE TH-TF 00-02
- Age de départ à la retraite : âge légal
- Taux de charges sociales : 50%

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Société	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consenties et non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissées par la société
				brute	nette					
A. Renseignements détaillés										
Filiales détenues à + de 50%										
SCI ITIBANOR	3 509 376	1 651 637	50%	1 754 688	1 754 688		-	620 455	128 153	
Participations détenues inférieures à 10 %										
SCI UNIMETO	436 004		NS	15	15	2	-			
B. Renseignements globaux										
Filiales non reprises en A										
- françaises										
- étrangères										
Participations non reprises en A										
- françaises										
- étrangères										

REFLEX AUDIT
 Pericentre 5 - Bp avenue de Thiès - 14000 CAEN
 Tél : 02 31 95 79 34
 TVA intracommunautaire : FR08788916260
 APE : 6920 Z SIRET : 788 916 260 00029

AFPI

Association

12 Rue du Professeur Joseph Rousselot

14000 CAEN

RCS Caen 780 714 051

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023



**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il nous a été donné avis des conventions suivantes intervenues au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

- Avec l'UIMM MANCHE : Dans le cadre de la certification des CQPM, l'UIMM Manche a facturé à l'AFPI Grand Ouest Normandie des prestations pour un montant de 60 600 euros.
- Avec l'UIMM NORMANDIE SUD : Dans le cadre de la certification des CQPM, l'UIMM Normandie Sud a facturé à l'AFPI Grand Ouest Normandie des prestations pour un montant de 29 000 euros.

Fait à CAEN, le 15 avril 2024

REFLEX'AUDIT

Commissaire aux comptes

Jérôme RENARD